

RICHEL SERRES DE FRANCE
Société Anonyme au capital de 1.713.264,80 Euros
Siège social : Quartier de la Gare - 13810 EYGALIERES
R.C.S. TARASCON 950 012 245

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE
ET EXTRAORDINAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2013

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et à nos dispositions statutaires, nous vous avons également réunis en assemblée générale pour vous demander de statuer :

- dans les conditions d'une assemblée générale de nature ordinaire :

1 / sur le renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions dans le cadre des dispositions de l'article L-225-209 (dans sa nouvelle rédaction issue de la loi du 22 Mars 2012) du Code de Commerce,

- dans les conditions d'une assemblée générale de nature extraordinaire,

2 / sur le renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'annuler les actions acquises dans le cadre du rachat qui aurait été ainsi autorisé par l'assemblée générale ordinaire, le tout, dans le respect des dispositions de l'article L-225-209 du Code de Commerce précité.

3 / pour satisfaire à l'obligation légale périodique applicable en la matière, sur un projet d'augmentation du capital social par émissions d'actions réservées aux salariés de la Société dans les conditions prévues par les dispositions combinées des articles L-225-129-6 alinéa 2 du Code de Commerce et L-3332-18 et suivants du Code du Travail.

1 – RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION D'UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS ET POUVOIRS A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Décision de la compétence de l'assemblée générale ordinaire)

Nous vous rappelons que, suivant décision en date du 30 Mai 2012, l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires a autorisé votre Conseil d'Administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions dans le cadre des dispositions de l'article L-225-209 (dans sa nouvelle rédaction issue de la Loi du 22 Mars 2012) du Code de Commerce.

Cette autorisation a été donnée pour une période courant de 18 mois à compter de ladite assemblée générale.

Nous vous proposons de renouveler cette autorisation et, en conséquence, d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les limites légales, à faire acheter par la Société ses propres actions, conformément aux dispositions de l'article L-225-209 du Code de commerce, avec pour principaux objectifs :

- d'assurer l'animation de marché par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,
- de conserver lesdites actions, les céder ou généralement les transférer par tous moyens, notamment par échange ou remise de titres, en particulier dans le cadre d'opérations de croissance externe ou à l'occasion d'émission de titres donnant accès au capital,
- d'attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, d'options de souscription d'actions, d'attributions gratuites d'actions ou d'un plan d'épargne d'entreprise ou groupe ou encore dans le cadre de toute autre formule d'épargne salariale,
- d'annuler des actions, (sous réserve de l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire de la résolution relative à l'annulation d'actions présentée au paragraphe 2 du présent rapport).

L'achat des actions ainsi que la conservation, la cession ou le transfert des actions ainsi achetées pourront, selon le cas, être effectués, en une ou plusieurs fois, à tout moment sauf en période d'offre publique d'achat par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, ou par recours à des instruments financiers dérivés et à des bons, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Ces achats pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la Société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10 % des actions qui composent son capital. Toutefois, le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % de son capital.

Le pourcentage du capital s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la décision de l'assemblée générale.

Le prix à payer par la Société lors de l'achat de ses propres actions ne pourra être supérieur à 10 Euros pour une action d'une valeur nominale de 0,40 Euro.

Le montant maximum des achats autorisés est donc fixé à 4.283.412 Euros.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas soit d'une division soit d'un regroupement de titres, le prix indiqué ci-dessus sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

La durée de l'autorisation serait fixée à 18 mois à compter de la décision de l'assemblée générale. Elle annulerait et remplacerait celle résultant des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 30 Mai 2012.

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour passer tous ordres, conclure tous accords, établir tous documents et notamment le descriptif du programme qui devra être publié avant la réalisation du nouveau programme, effectuer toutes formalités, toutes déclarations et communiqués auprès de tous organismes, et en particulier l'Autorité des marchés financiers, des opérations effectuées en application de la présente résolution, fixer les conditions et modalités suivantes lesquelles seront assurées, s'il y a lieu, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société et celle des bénéficiaires d'options en conformité avec les dispositions réglementaires et de manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

2 – RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION D'ANNULATION D' ACTIONS ET POUVOIRS A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Décision de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire)

Sous réserve du renouvellement préalable par l'assemblée générale ordinaire du programme de rachat exposé au premier paragraphe du présent rapport, nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce précité, d'annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital de la Société par période de vingt-quatre mois, tout ou partie des actions acquises dans le cadre du rachat autorisé par l'assemblée générale ordinaire en vertu de la résolution qui lui sera soumise, dans le respect des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce.

L'excédent éventuel du prix d'achat des actions annulées par rapport à leur valeur nominale sera imputé, sur décision du Conseil d'administration, sur les postes de prime d'émission, de fusion et d'apports ou sur tout poste de réserve disponible y compris la réserve légale dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée.

Nous vous demandons de déléguer tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement faire le nécessaire.

La présente autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Cette nouvelle autorisation annulerait et remplacerait celle résultant des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 30 Mai 2012.

Il vous sera donné lecture du rapport spécial établi par vos Commissaires aux Comptes lors de l'assemblée générale.

3 – PROJET D'AUGMENTATION DU CAPITAL PAR EMISSIONS D' ACTIONS RESERVEES AUX SALARIES (OBLIGATION LEGALE PERIODIQUE)

(Décision de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire)

Nous vous avons également réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur un projet d'augmentation du capital social par émissions d'actions réservées aux salariés de la Société dans les conditions prévues par les dispositions combinées des articles L-225-129-6 alinéa 2 du Code de Commerce et L-3332-18 et suivants du Code du Travail.

En effet, nous vous rappelons que la réglementation nous impose, dans l'hypothèse où moins de 3 % du capital social de notre société est détenu par les salariés de celle-ci ou d'une autre société dépendant du groupe, de statuer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L-3332-18 et suivants du Code du Travail.

Aussi, afin de se conformer à cette disposition légale impérative, le Conseil d'Administration a inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée, une résolution ayant pour objet de l'autoriser, dans les conditions de l'article L-225-129-2 du Code de Commerce, sur ses simples décisions, à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques qu'il fixera, par émission d'actions à souscrire en numéraire réservée aux salariés adhérents à un Plan d'Epargne Entreprise institué à l'initiative de la société.

La délégation donnée au Conseil d'Administration serait valable VINGT SIX (26) mois.

Le montant de l'augmentation de capital réservée aux salariés ne pourrait excéder VINGT MILLE (20.000) Euros.

Conformément à l'article L-225-138 du Code du Commerce, le prix de souscription des actions nouvelles serait fixé par le Conseil d'Administration suivant les modalités prévues aux articles L-3332-18 et suivants du Code du Travail.

Enfin, cette augmentation de capital serait assortie d'une suppression de votre droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires de l'augmentation de capital envisagée ci-avant.

Toutefois, le prix de souscription des actions nouvelles devant être fixé, le cas échéant, lors de l'utilisation par le Conseil d'Administration de sa délégation de compétence, votre Conseil d'Administration se trouve dans l'impossibilité de vous indiquer, à ce jour, l'incidence de cette augmentation sur la situation de chaque actionnaire.

Il vous sera donné lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription.

Votre Conseil d'Administration n'est pas favorable à ce projet de résolution, qu'il est légalement contraint de vous soumettre, et vous invite à ne pas adopter la résolution proposée concernant l'augmentation de capital réservée aux salariés et la suppression du droit préférentiel de souscription.

*

*

*

Nous vous demandons de bien vouloir approuver, par votre vote, le texte des résolutions qui vous sont proposées.

Nous vous remercions de votre présence à cette assemblée générale et nous vous prions d'adopter les résolutions qui vont être soumises à votre approbation et dont le texte est déposé au siège social en annexe du présent rapport.

Le Président du Conseil d'Administration
Mr Christian RICHEL